

49.3 : le jour d'après

Toulouse, le 17 mars 2023

Après avoir ignoré pendant deux mois un mouvement social d'ampleur historique, martelant que la légitimité du texte se trouvait au Parlement, la journée d'hier a démontré qu'à l'Assemblée non plus, la réforme brutale Macron / Borne n'était pas majoritaire.

Sans majorité sociale (93 % des salariés rejettent cette réforme et 72 % des Français), sans majorité politique, ce pouvoir minoritaire décide de passer en force et de piétiner la démocratie représentative dont il ne cesse de vanter les mérites pour mieux en bafouer les principes par l'utilisation de l'article 49.3 de la constitution après avoir utilisé le 47.1 et le 44.3.

Ce pouvoir aura donc utilisé tous les ressorts de la constitution de la V^e République, arguant de la « légalité » de sa démarche pour en masquer toute l'illégitimité !

Le déroulement des événements depuis le 19 janvier dévoile une crise de régime majeure, une crise profonde de la démocratie dans notre pays.

Et ce n'est pas l'intervention pathétique de Mme Borne hier soir au 20 heures qui changera quoi que ce soit. Ce pouvoir est minoritaire, ce projet de loi est minoritaire et n'aurait pas été voté par les représentant·e·s du peuple, car le gouvernement a décidé de ne pas le soumettre au vote des députés.

Hier soir, des milliers de manifestant·e·s se sont mobilisés spontanément dans le pays, dans nombre de villes, 6 000 à Paris place de la Concorde dont 1 600 étudiant·e·s de la Sorbonne.



La légitimité, elle est du côté du mouvement social, du côté du monde du travail, du côté des grévistes qui depuis des semaines œuvrent et agissent pour le bien commun et non pour l'appétit et les demandes des profiteurs du CAC 40 et des distributeurs de dividendes par milliards.

LA MOBILISATION EST PLUS QUE JAMAIS LÉGITIME ET À L'ORDRE DU JOUR POUR FAIRE PLIER CE GOUVERNEMENT MINORITAIRE ET OBTENIR LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DE CETTE RÉFORME.

« *La loi est l'expression de la volonté générale* » : la légitimité de l'article 6 de la Déclaration des droits de 1789 l'emporte sur les artifices tortueux de ce régime, car la volonté majoritaire du peuple vomit la réforme.

Ce 49-3, dans ce contexte de colère extrême et de mobilisations massives, ouvre une nouvelle séquence du mouvement social qui va s'écrire ces prochains jours ; le gouvernement est en train de se noyer.

C'est bien le mouvement social qui liquidera cette réforme, comme cela s'est déjà produit en 2006 avec le CPE (qui avait pourtant été voté).

C'est la grève reconductible, la tenue des assemblées générales, la détermination, les sacrifices financiers des salariés mobilisés ... depuis des semaines, qui ont fragilisé Macron et le gouvernement.

Si le projet de loi n'a pas été soumis au vote à l'Assemblée nationale ou si certain·e·s député·e·s de droite hésitaient à voter cette contre-réforme, c'est grâce à la mobilisation.

Les éboueurs, les cheminots, les électriciens gaziers, les raffineurs, les dockers, dans la grève reconductible, les salariés de toutes professions, les jeunes, les retraité·e·s qui au cours des huit journées d'action nationales ont envahi les rues pour exprimer leur rejet total de ce projet de loi.

Alors que le gouvernement a utilisé la violence en début de journée pour casser la grève dans les incinérateurs, ordonné la réquisition de 4 000 éboueurs et a envoyé les forces de l'ordre dès qu'un blocage s'organisait sur le territoire, la réponse du camp social a été immense jeudi soir à la suite de cet énième passage en force avec le 49-3.

Et maintenant ? ...NE RIEN LÂCHER.

Il faut que la grève s'étende que celles et ceux qui ne se sont pas encore mobilisé·e·s le fassent, dans tous les secteurs, aux Finances publiques comme ailleurs.

DUSSOPT L'ADMET FINALEMENT : CE NE SONT PLUS 2 MILLIONS, NI 200 000, NI MÊME 40 000, MAIS SEULEMENT 10 À 20.000 PERSONNES QUI TOUCHERONT LES 1200€ BRUT/MOIS



Depuis des semaines, nous avons dit à quel point ce projet infâme représentait un tournant historique de l'affrontement social qu'Emmanuel Macron veut imposer.

Au lieu de retirer son projet de loi, le gouvernement a décidé d'imposer, avec une brutalité ultime, la finance face à la démocratie. Plus on nous méprise, plus notre colère et notre détermination deviennent inarrêtables. Ce mouvement de grève nous appartient. Notre corps social joue un rôle primordial dans cette lutte avec d'autres secteurs. Il n'est pas envisageable de lâcher

maintenant, il n'est aujourd'hui plus possible de perdre, il faut la grève et les blocages partout !

L'intersyndicale unie appelle tous les secteurs à l'action et plus largement toute la population à la mobilisation.

Des initiatives et rassemblements seront organisés partout en France ce week-end et une nouvelle journée de grève JEUDI 23 MARS.

AUX FINANCES PUBLIQUES, AGISSONS TOUS ET TOUTES POUR OBTENIR LE RETRAIT DE LA RÉFORME !

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Suivez-nous sur Facebook et Instagram : [@cgtfinancespubliques31](#), Twitter [@CGTfip31](#)